PTGE DU ROUBION ET DU JABRON

Compte-rendu de l'Atelier n° 1 « Prendre conscience »

6 mai 2025

1 Organisation de la concertation

Processus de concertation

Le processus de concertation mis en place dans le cadre de la démarche d'élaboration du Projet Territorial de Gestion de l'Eau (PTGE) du bassin versant Roubion Jabron prévoit la tenue de 3 séries d'ateliers sur le territoire. Ces ateliers doivent permettre de partager avec les acteurs locaux les éléments du diagnostic (phase 1) et de construire avec eux les orientations stratégiques pour la future gestion de l'eau de leur territoire, notamment en lien avec le changement climatique.

Les objectifs initiaux de chacun des ateliers sont les suivants :

1- Prendre conscience :

- Partage des résultats de la rétrospective hydro climatique et de l'état des lieux (usages) et retours d'expériences sur des évènements passés (sécheresses…)
- Partage des ordres de grandeur du bilan besoins-ressources actuel et sensibilisation à l'ampleur potentielle du changement climatique sur les ressources en eau.
- Projection du territoire à l'horizon 2050 en l'absence de PTGE : évolutions socio-économiques potentielles

2- Se projeter vers l'avenir :

- Partage du scénario d'évolution tendancielle
- Réflexions sur les actions à mettre en place sur le territoire, leurs points forts, points faibles et prérequis.
- Co-construction de scénarios contrastés en sous-groupe représentant des visions souhaitables pour le territoire

3- Passer à l'action :

- Rappel de la stratégie et de la vision à l'horizon 2050
- Élaboration du plan d'action (qui/quoi/comment/où/quand)

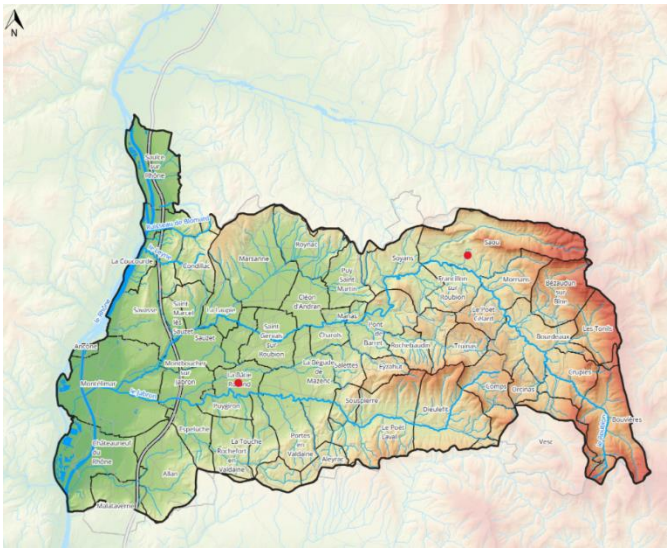
Le présent compte-rendu porte sur la tenue de la première série d'ateliers « Prendre conscience » qui a eu lieu :

- Secteur Aval :

  Mardi 6 mai à 9h, Salle ERA à la Bâtie Rolland.

- Secteur Amont :

  Mardi 6 mai à 14h, Salle des fêtes de Saou



Participants

Les participants, qui mêlent élus et techniciens, représentent ainsi une diversité de structures :

- Collectivités : communes, EPCI, Conseil départemental, etc.
- Institutionnelles : EPTB, Chambre d'agriculture, DDT, Agence de l'eau, etc.
- Associatives et techniques : fédération de pêche, conservatoire d'espaces naturels etc.

La répartition élus / techniciens est précisées dans le tableau ci-dessous. La liste des participants est annexée à ce compte rendu.

ÉLUS	**12**
TECHNICIENS	15
TOTAL	27

2 Contenu des ateliers

Déroulement global des ateliers

Chaque atelier se déroule en 4 séquences :

- **Introduction et rétrospective des évènements clés du territoire** : frise chronologique complétée par les participants lors de leur arrivée. Rétrospective du territoire, de ses moments de rupture (mise en place du réseau du SID, sécheresses) et des évènements en toile de fond (démographie, population agricole).
- **Travail en sous-groupe n°1 : Bilan besoins/ressources à l'échelle du bassin versant représenté en Lég'eaux,**

  Pour prendre conscience des ordres de grandeur quantitatif des besoins des usages en eau (prélèvements AEP, agricoles), des besoins des milieux aquatiques (DOE) et de la ressource disponible au cours de l'année. Visualisation de l'effet du changement climatique, notamment en période d'étiage, sur la ressource en eau et sur les équilibres besoins-ressources.
- **Prospective sur les eaux souterraines** du territoire en plénière : synthèse des vulnérabilités du territoire au changement climatique, des études en cours pour améliorer la connaissance du fonctionnement des hydrosystèmes, des relations nappes/rivières et hypothèses sur la réponse du système au changement climatique.
- **Travail en sous-groupe n°2 : Scénario tendanciel à horizon 2050**

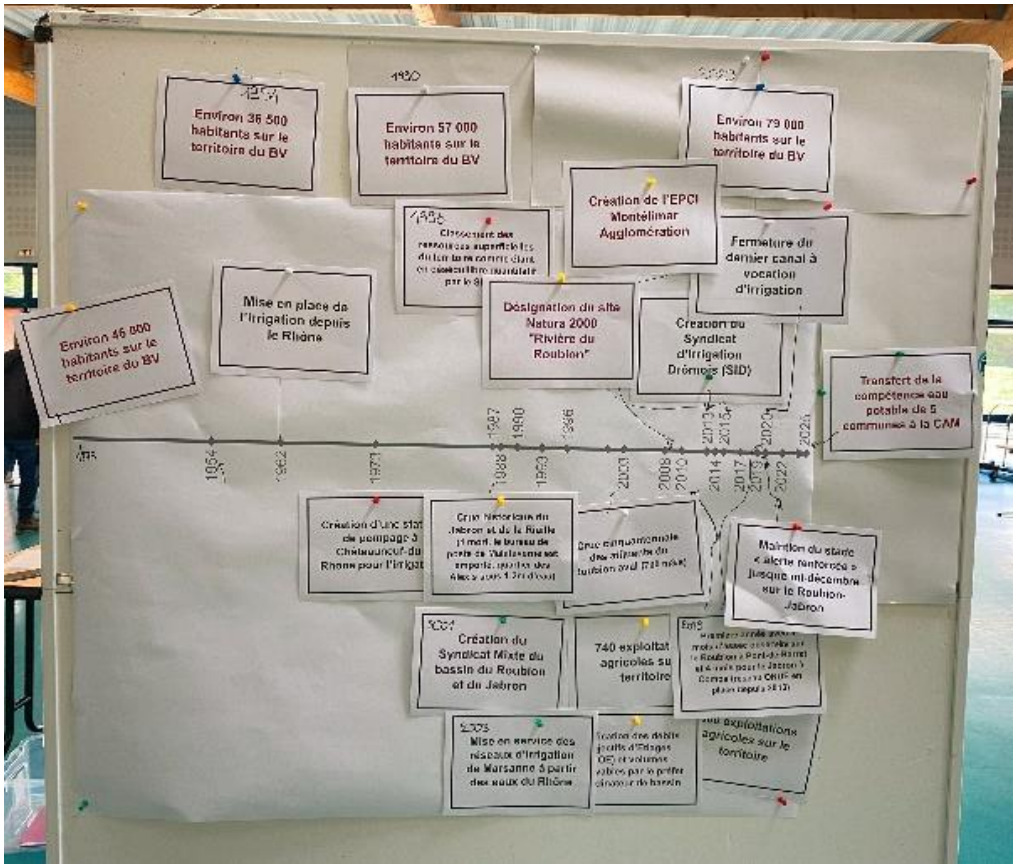
  Pour identifier les variables pouvant impacter le bilan besoins-ressources du territoire dans le futur dans le cas où il n'y aurait pas de PTGE mis en place (sans changements importants dans la gestion de l'eau actuelle). Enrichissement de la prospective réalisée avec la connaissance des acteurs de leur territoire, les enjeux socioéconomiques actuels et dynamiques déjà en cours, les projets de territoires et autres documents prospectifs réalisés, etc.

Rétrospective des évènements clés du territoire (frise chronologique)

L'objectif de cette activité est d'échanger sur les évènements passés du territoire, de comprendre les dynamiques en cours, leurs origines. Les participants sont invités à placer des cartes évènements sur une frise chronologique.

Un récapitulatif des moments de rupture du territoire (mise en place du réseau du SID, sécheresses) et des évènements en toile de fond (démographie, population agricole) est présenté en plénière, suivi de la présentation des objectifs de l'atelier du jour.

Frise chronologique complétée par les participants lors de l'atelier dans le secteur aval (la Bâtie Rolland) et sa présentation par BRLi



Concernant la création du SMBRJ en 2001, le président M. Palluel indique que plusieurs syndicats existaient auparavant, notamment pour la gestion des inondations, le premier ayant été créé en 1944. Le SMBRJ est issu de la fusion des syndicats du Roubion et du Jabron.

Concernant l'évolution de la démographie agricole sur le territoire, les participants soulignent l'importance de l'élevage hors-sol, qui a permis de maintenir certaines exploitations familiales. L'irrigation joue également un rôle clé pour le maintien des exploitations et l'installation de nouveaux agriculteurs. Elle permet la diversification des cultures, ainsi que la production de cultures à haute valeur ajoutée.

La création du réseau d'irrigation de Marsanne (2003) a permis d'étendre les surfaces irriguées grâce à une ressource sécurisée, le Rhône. Ainsi, l'usage agricole ne représente pas un prélèvement important sur les ressources locales.

Malgré cela, les participants soulèvent tout de même une situation de déficit quantitatif, qui impacte principalement les besoins en eau potable. Ils citent par exemple la diminution de la nappe des alluvions du Roubion au niveau du captage des Reynières et l'augmentation de la population et de ses besoins.

Travail en sous-groupe n°1 : Bilan besoins/ressources à l'échelle du bassin versant représenté en Lég'eaux

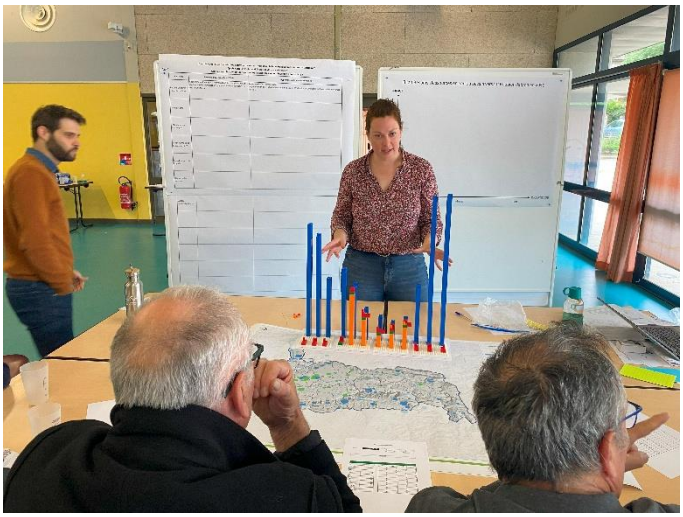
L'utilisation des légos permet de se concentrer sur la problématique quantitative à l'échelle du bassin versant. Elle offre aux participants la possibilité de manipuler et de visualiser les ordres de grandeur liés à la ressource en eau, aux usages de l'eau (prélèvements et besoins des milieux naturels), ainsi qu'à l'impact du changement climatique sur les débits disponibles.

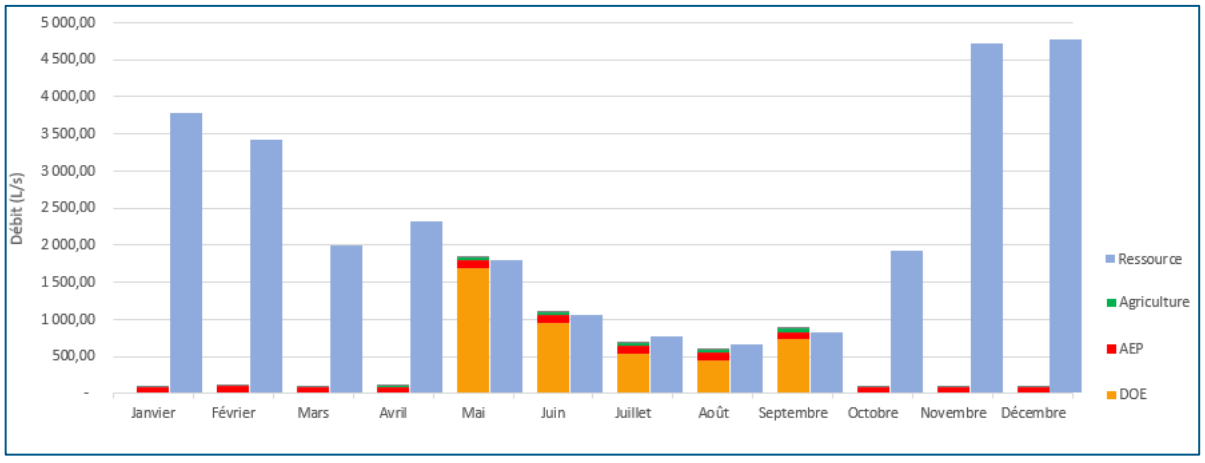
Les participants sont invités à reconstituer l'hydrogramme représentant l'évolution de la ressource en eau (débit naturel quinquennal sec) ainsi que les besoins des différents usages (eau potable, irrigation) au cours de l'année. Les Débits Objectifs d'Etiage (DOE) sont également représentés. Pour que l'ensemble des besoins agricoles soient visibles, les débits prélevés dans le Rhône via les réseaux du SID sont également représentés, tout en précisant qu'il ne s'agit pas de prélèvements sur les ressources locales. Chacun de ces éléments est symbolisé par des briques de couleurs différentes.

Dans un second temps, l'impact du changement climatique est matérialisé par le retrait d'environ 30% des débits de la ressource disponible sur les mois d'étiage.

À chaque étape, les participants sont invités à réagir au bilan besoins-ressources observé.

Reconstitution de l'hydrogramme et des besoins en eau sur le bassin versant et représentation graphique associée (en bas)





Les points suivants sont soulignés par les différents groupes, de façon commune aux deux secteurs ou spécifiquement sur un territoire :

TERRITOIRE	PROBLÉMATIQUES COMMUNES OU SPÉCIFICITÉS TERRITORIALES
TRANSVERSAL	• Les participants observent que l'équilibre entre les besoins en eau (prélèvements + DOE) et la ressource en eau en année quinquennale sèche est précaire sur les mois d'étiage en situation actuelle. • Spontanément, les participants soumettent l'idée de mieux répartir les ressources sur l'année au regard des ressources importants en période hivernale, pour éviter les tensions en période d'étiage, par le biais du stockage et de l'infiltration notamment. • Un participant relève qu'il s'agit du fonctionnement typique des cours d'eau méditerranéens, avec de fortes tensions en été. • L'importance de la contribution de l'eau du Rhône pour l'irrigation des terres agricoles du territoire est relevée, les ressources locales seules ne suffiraient pas à couvrir les besoins. • Des participants se questionnent sur l'impact de forages profonds sur les débits du Roubion et du Jabron : est-ce que la ressource existe ? Quelles sont les contraintes d'exploitation ? Peuvent-ils être une ressource de substitution aux prélèvements superficiels et aux prélèvements dans les alluvions ? Il est indiqué qu'une étude est en cours de lancement par le SIEBRC pour mieux connaître les calcaires barrémo-bédouliens et les liens avec les systèmes alluvionnaires et la rivière. • Des questions sont soulevées sur l'impact de l'irrigation à partir du Rhône sur les ressources locales (recharge de nappe) ou sur un retour de l'eau au Rhône. Les techniques d'irrigation appliquées (de précision, sous pression) sont suffisamment précises pour que les pertes par infiltration soient négligeables. On peut considérer que les volumes prélevés pour l'irrigation sont utilisés à 100% par les plantes.
AVAL	• Un participant mentionne les problématiques de qualité de l'eau, et notamment le risque de nouvelles pollutions en lien avec l'utilisation des eaux du Rhône, les particules solubles répandues sur le territoire pourraient rejoindre les ressources locales. • Le SID va rencontrer des difficultés à répondre à l'augmentation des besoins agricoles (liés à l'augmentation de l'ETP), car ses réseaux sont saturés. D'autant plus que certaines cultures, historiquement pluviales, deviennent irriguées (céréales comme le blé). Cette tendance est difficile à maîtriser, car ces cultures menées en pluviales ne sont aujourd'hui plus rentables et difficile à maintenir sans irrigation. • Les participants évoquent le déclin de l'agriculture sur le territoire (baisse du nombre d'exploitations, de nouvelles installations, etc.), et le rôle de la ressource en eau dans cette évolution. L'eau est un facteur de dynamisme majeur (paramètre déterminant pour la transmission des exploitations par exemple). Un des objectifs du PTGE est d'identifier des pistes pour conserver un territoire attractif, vivant et garantir un accès durable à la ressource. Les participants évoquent des premières pistes de solutions, notamment le stockage, tout en exprimant une vigilance à l'égard des retenues sur le territoire. Plusieurs points d'attention sont soulevés : la création de réserves strictement destinées à la substitution (sans prélèvement de nouveaux volumes ou augmentation des surfaces irriguées), les enjeux liés aux contrôles (période de remplissage, usage de l'eau). Les contraintes financières et économiques sont également évoquées, les discussions sur le volume stocké, la localisation, pour quel usage. • Un participant rappelle que la porte d'entrée est la fonctionnalité des milieux, comme les zones humides. Un rappel est fait sur les compromis déjà réalisés sur le territoire pour satisfaire les besoins anthropiques au détriment des milieux aquatiques (sans cela, aucun volume ne serait prélevable). • Des participants ajoutent que le stockage peut aussi passer par une meilleure infiltration et un ralentissement des eaux de ruissellement dans les nappes, notamment via les zones humides, les fossés et la restauration de l'hydromorphologie des cours d'eau. Cependant, ces solutions sont souvent aussi difficilement acceptées socialement, que ce soit par les habitants ou les agriculteurs (modification du paysage et des pratiques).

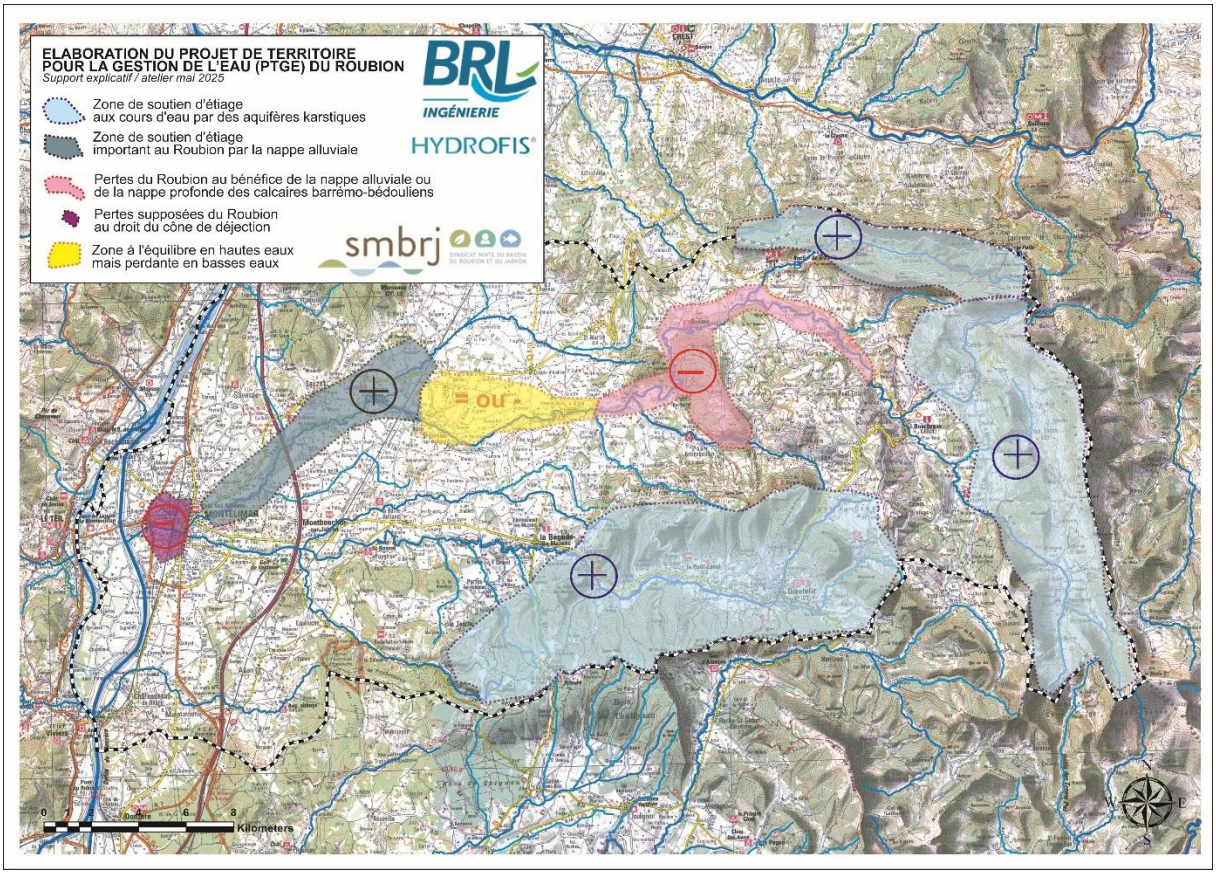
TERRITOIRE	PROBLÉMATIQUES COMMUNES OU SPÉCIFICITÉS TERRITORIALES
	• Un participant mentionne les travaux de la fédération de pêche, qui observe aujourd'hui une augmentation de la thermie, une dégradation généralisée des milieux, avec un impact sur les populations piscicoles, de ripisylve. Les enjeux autrefois spécifiques à quelques secteurs se déplacent. Un autre participant ajoute que les assecs observés sur le Roubion ont un impact sur les populations piscicoles mais aussi sur toutes les espèces et milieux dépendant du cours d'eau (zones humides, végétation, ripisylve…). • Un participant rappelle que le plan national sur l'eau demande une baisse des consommations de l'ordre de 10 % pour les prélèvements • Des participants se questionnent sur l'atteinte des DOE à l'avenir même si des économies d'eau importantes sont réalisées par les usages, notamment en lien avec la baisse des débits potentielles avec le changement climatique. Un participant s'interroge également sur la variabilité du DOE dans l'année et la satisfaction réelle des besoins des milieux. Il est rappelé que les DOE fixés dans l'EVP sont déjà un compromis pour limiter la dégradation des milieux aquatiques sans obliger à la suppression des prélèvements.
AMONT	• Lors de la présentation de l'impact du changement climatique sur les ressources locales, une participante s'interroge sur l'évolution de la démographie et des consommations unitaires, quels seraient les futurs possibles ? • Une maire explique que, pour limiter la surconsommation, ils ont augmenté le coût de l'eau il y a deux ans, en adoptant une tarification par tranche. Cette action a eu un effet « radical » sur les consommations. • L'ensemble des acteurs communaux (maires principalement) s'inquiètent pour le futur de leurs communes, notamment en termes de démographie. Ils évoquent les restrictions (déjà observées) sur les permis de construire et d'aménagement pour cause de manque d'eau. • En lien, les changements de destination des bâtiments, du culturel à l'habitat par exemple, seront régulés dans le PLUi.

Prospective sur les ressources souterraines

Pascal Fénart, hydrogéologue, prend la parole sur les effets du changement climatique sur l'hydrologie et les eaux souterraines locales. Une synthèse des vulnérabilités du territoire, comme les assecs récurrents et l'alimentation des nappes est présentée, ainsi que des hypothèses sur la réponse du système hydrologique au changement climatique.

Les graphiques et figures suivantes sont présentés :

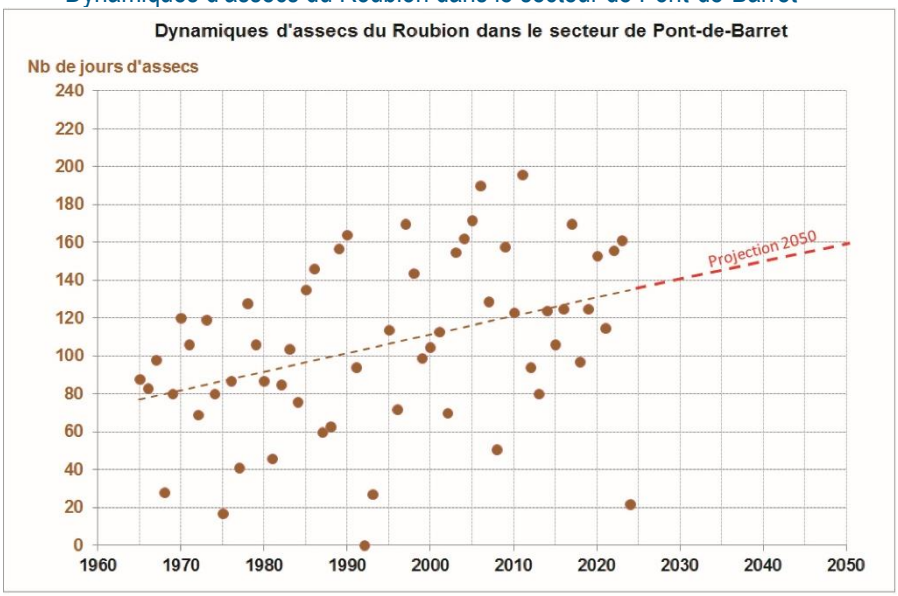
Zones de soutien d'étiage et zones de pertes du Roubion par secteur



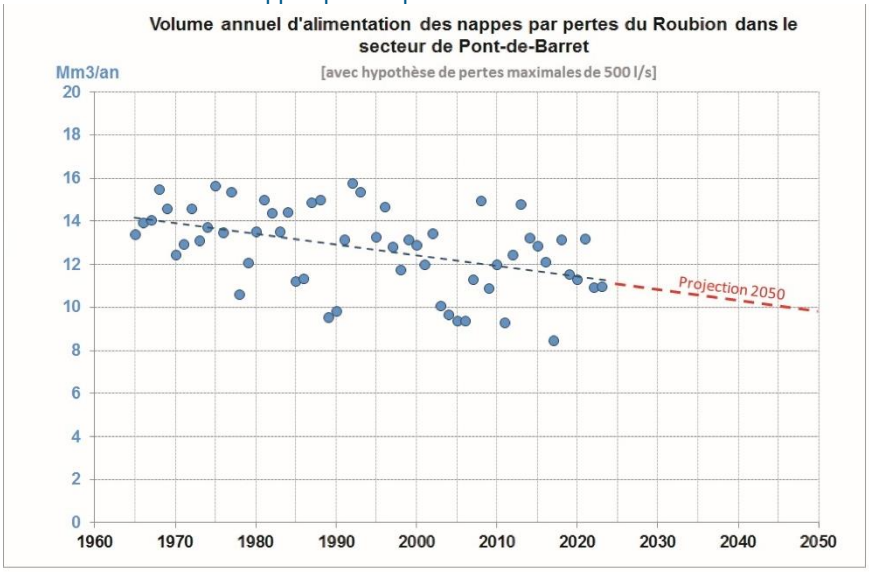
Les zones marquées d'un + sont des zones de soutien d'étiage aux cours d'eau, c'est-à-dire que les aquifères ou nappes alluviales présents restituent de l'eau aux rivières en période de basses eaux.

A l'inverse, les zones marquées d'un – sont des zones de pertes pour le Roubion, l'eau s'infiltre dans la nappe alluviale ou profonde.

Dynamiques d'assecs du Roubion dans le secteur de Pont-de-Barret



Volume annuel d'alimentation des nappes par les pertes du Roubion dans le secteur de Pont-de-Barret



Les projections 2050, basées sur la rétrospective 1965-2024, du nombre de jours d'assecs (Roubion à Pont-de-Barret) indiquent une augmentation du nombre de jours d'assec jusqu'en 2050. En parallèle, la recharge des nappes par les pertes du Roubion diminue, en lien avec la diminution des débits.

Des explications sur le projet de recherche d'eau dans les calcaires du Barrémo-Bédoulien par le SIEBRC et de ce que peuvent en attendre les acteurs du territoire PTGE sont également apportées.

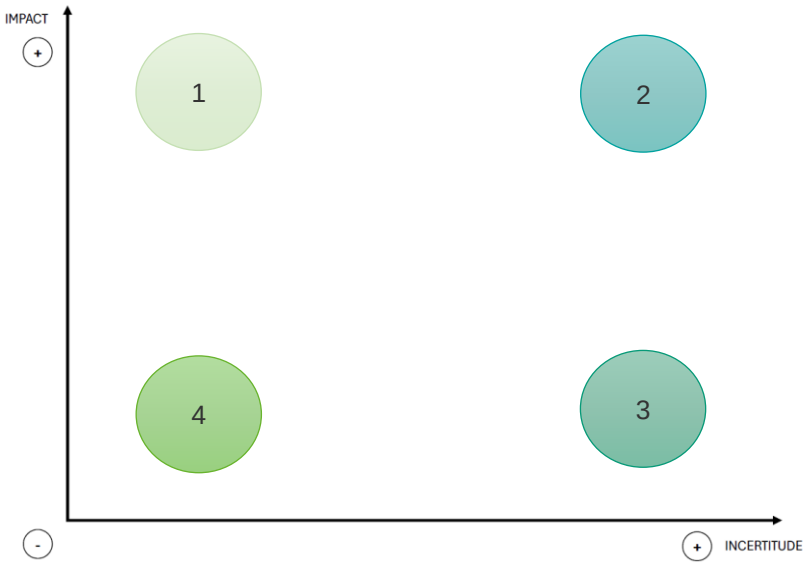
Travail en sous-groupe n°2 : Scénario tendanciel à horizon 2050

L'objectif de cet exercice est d'échanger sur les variables ayant un impact sur le bilan besoins-ressources du territoire, qu'il s'agisse d'évènements en toile de fond comme l'évolution de la démographie, ou de projets territoriaux d'envergure (implantation d'infrastructures touristiques par exemple). Les participants sont invités à se projeter dans le futur de leur territoire, en fonction des évolutions, des stratégies de développement actuelles, sans prendre en compte les actions du PTGE.

Les supports suivants sont utilisés pour accompagner les échanges :

- Le bilan « LEG'EAU » des volumes nécessaires pour répondre aux besoins du territoire au cours de l'année construit précédemment, répartis par usage ;
- Des cartes « Variables » avec un recto indiquant le nom de la variable, et un verso comprenant des éléments de description de la variable, des éléments de rétrospective et/ou des informations sur la situation actuelle.
- Des tableaux avec les différentes variables en ligne, et des colonnes « facteurs influençant la variable » et « hypothèses d'évolution », permettant de noter les facteurs pouvant influencer les variables (le taux de migration influence la démographie par exemple), et les hypothèses concernant l'évolution tendancielle des variables.

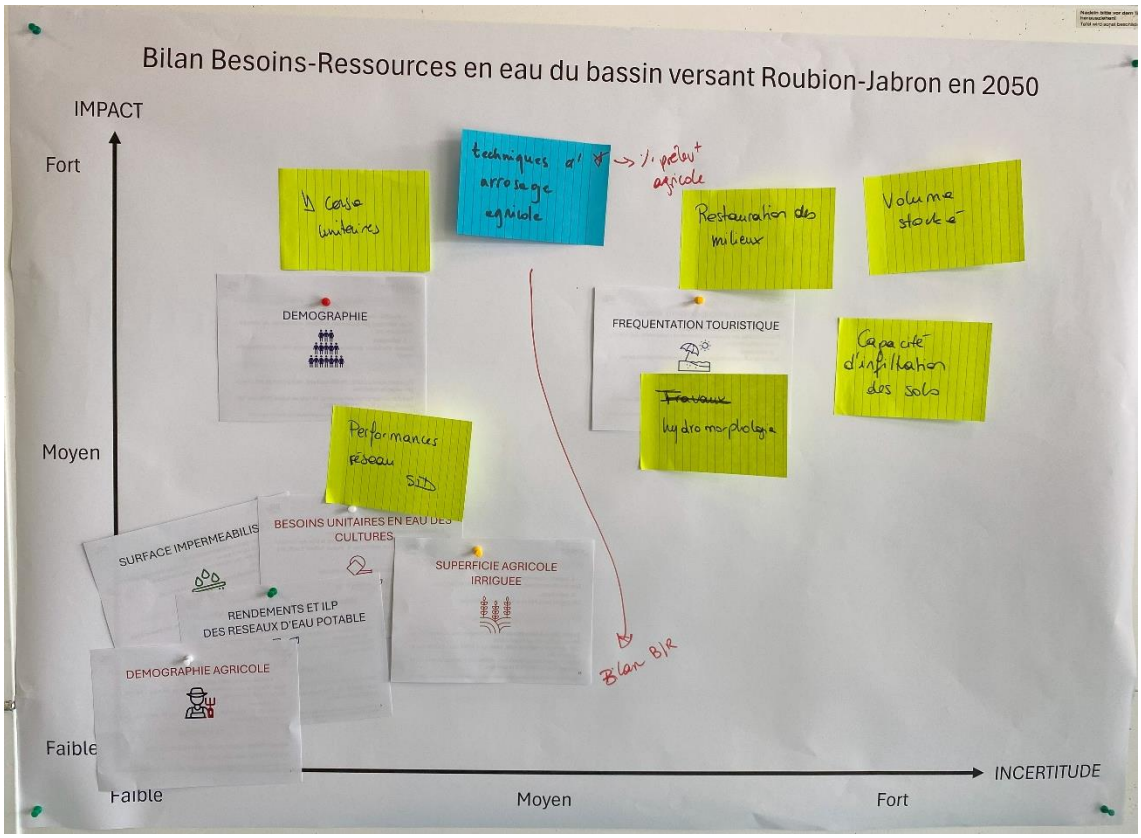
- D'un graphique « Impact – incertitude », permettant de s'interroger sur l'incertitude quant à l'évolution des variables et l'impact de l'évolution de cette variable sur le bilan besoins-ressources en eau. Ce graphique est schématisé ci-dessous. À la suite, les résultats des ateliers avec le placement des variables sur les graphiques sont illustrés par des photos.

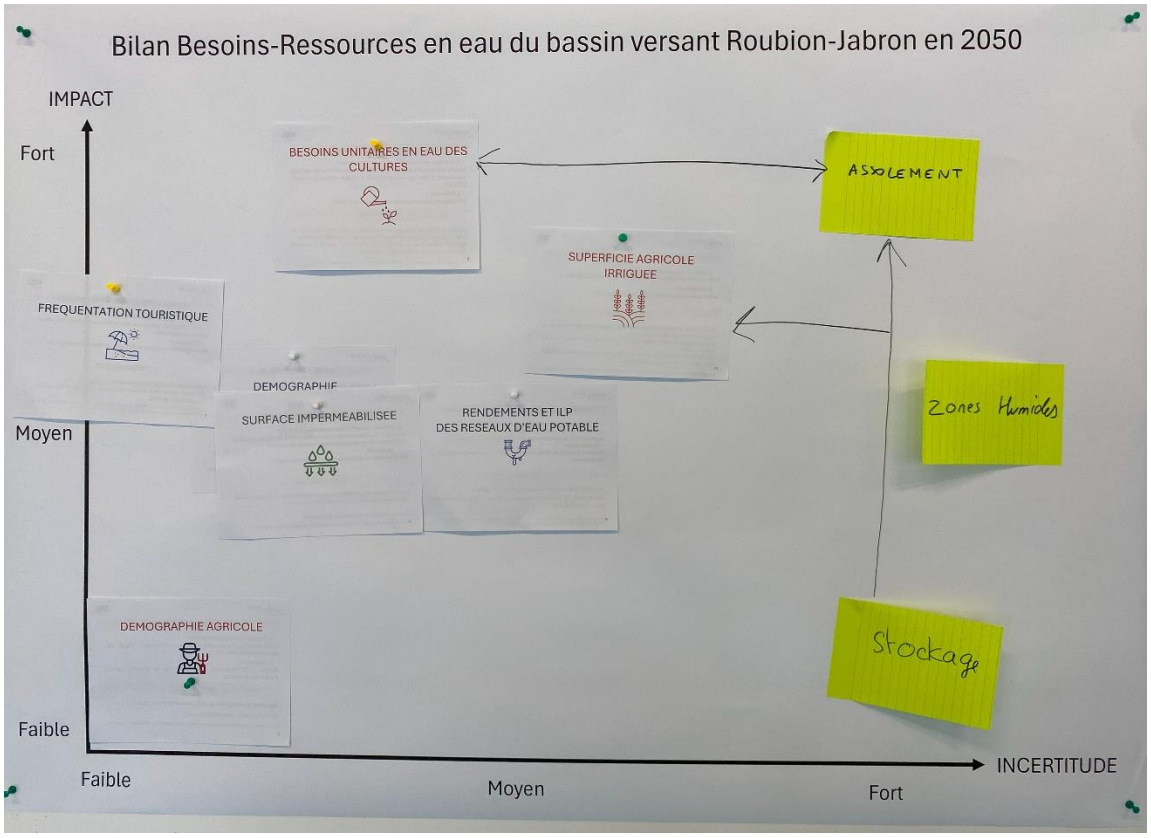


Les positionnements des variables diffèrent d'un groupe à l'autre. En divisant le graphique en quatre quadrants (voir ci-dessus), on peut observer les tendances suivantes :

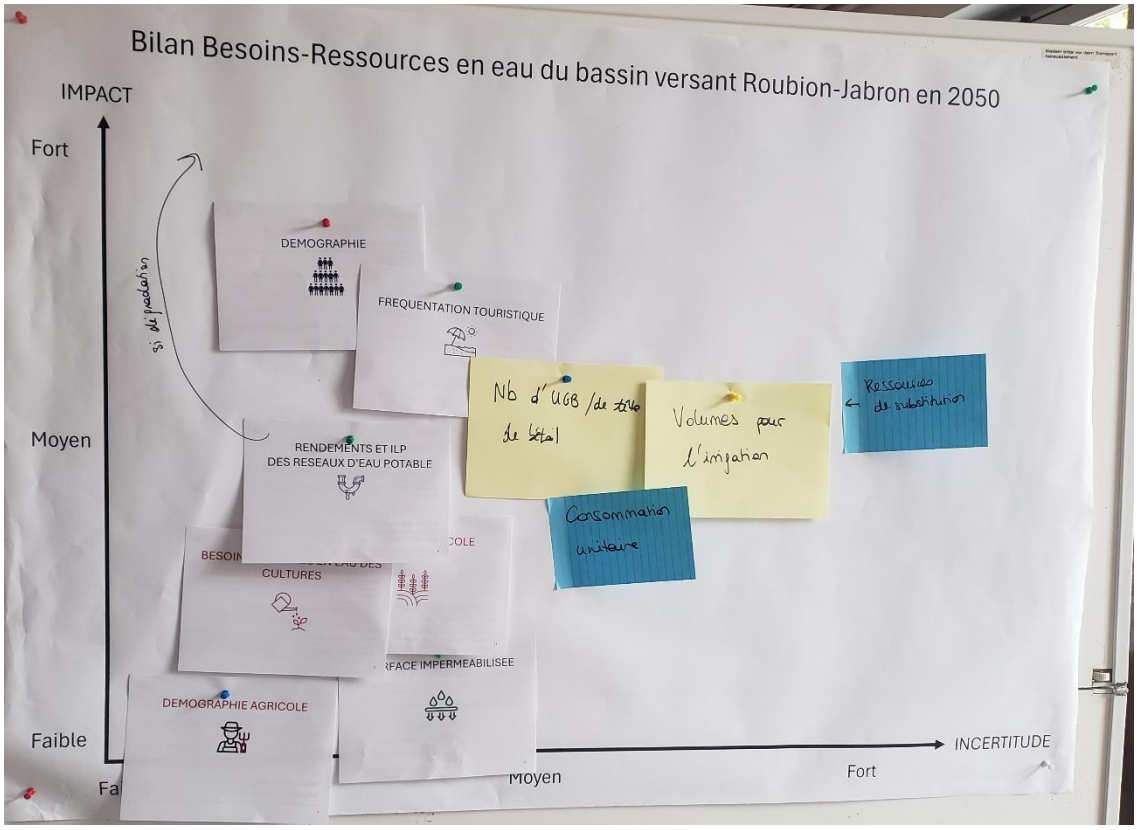
- **(1) Variables à fort impact et faible incertitude = « Tendances lourdes »** : Les variables identifiées comme ayant un fort impact sur le bilan besoins-ressources, tout en étant associées à une faible incertitude, varient selon les groupes. Quatre variables ressortent : la démographie (citée deux fois), la consommation unitaire en eau, la fréquentation touristique (trois variables liées à la consommation d'eau potable), ainsi qu'une variable liée aux milieux humides, portant à la fois sur leur superficie et leur qualité fonctionnelle.
- **(2) Variables à fort impact et forte incertitude** = **« Incertitudes majeures »** : L'assolement agricole est mentionné à deux reprises dans cette catégorie, soulignant son influence potentielle sur la ressource mais avec une incertitude élevée. Les zones humides et les volumes stockés y apparaissent également, chacun une fois.
- **(3) Variables à faible impact et forte incertitude = « Emergences »** : Seul un groupe a positionné une variable dans ce quadrant : le stockage, considéré comme ayant un impact limité et une forte incertitude.
- **(4) Variables à faible impact et faible incertitude = « Toile de fond secondaire » :** La démographie agricole (nombre d'exploitations et typologie) a été positionnée à trois reprises dans ce quadrant. Son évolution, relativement bien connue (tendance à la baisse), est perçue comme ayant un impact limité sur le bilan besoins-ressources.

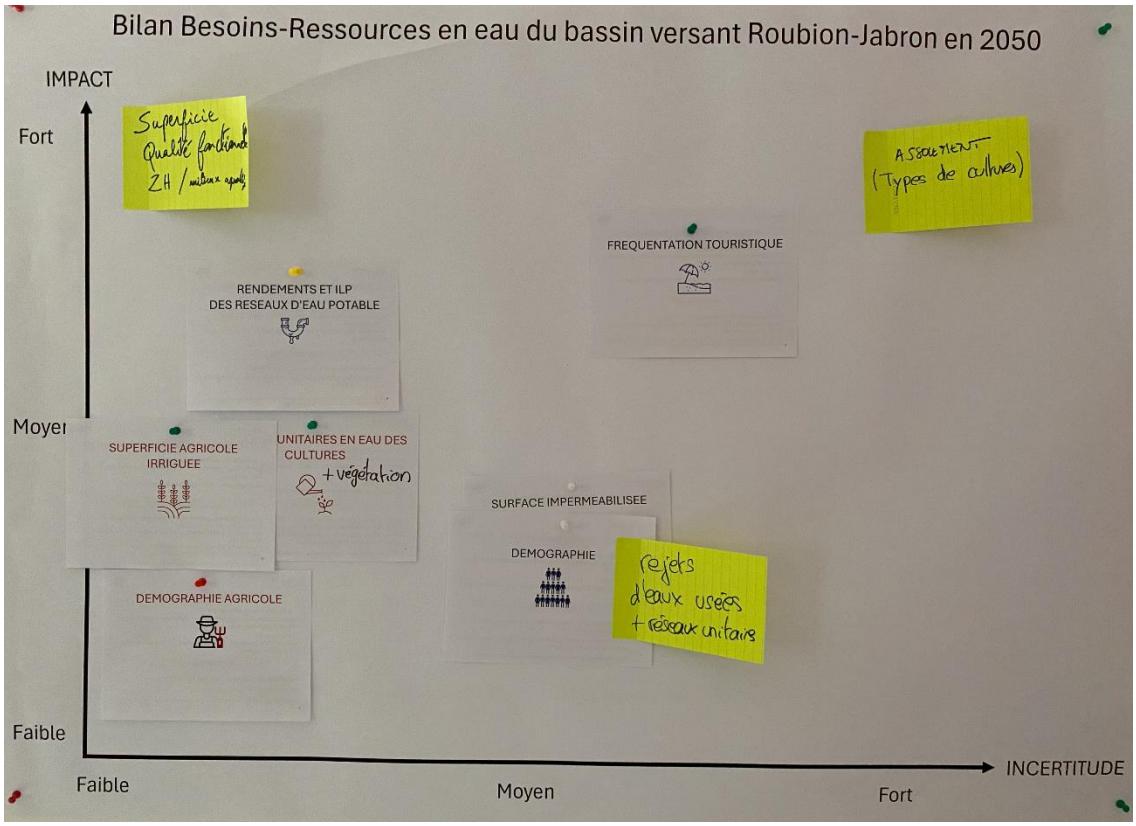
AVAL


Bilan Besoins-Ressources en eau du bassin versant Roubion-Jabron en 2050
IMPACT
Fort
Moyen
Faible
INCERTITUDE
Faible
Moyen
Fort
techniques d'irrigage agricole
Restauration des milieux
Volume stocké
Capacité d'infiltration des sols
Performances réseau
Travaux hydromorphologie
DEMOGRAPHIE
FREQUENTATION TOURISTIQUE
SURFACE IMPERMEABILISEE
BESOINS UNITAIRES EN EAU DES CULTURES
RENDEMENTS ET ILP DES RESEAUX D'EAU POTABLE
SUPERFICIE AGRICOLE IRRIGUEE
DEMOGRAPHIE AGRICOLE
Bilan B/R


Bilan Besoins-Ressources en eau du bassin versant Roubion-Jabron en 2050
IMPACT
Fort
Moyen
Faible
INCERTITUDE
Faible
Moyen
Fort
BESOINS UNITAIRES EN EAU DES CULTURES
ASSOLEMENT
SUPERFICIE AGRICOLE IRRIGUEE
FREQUENTATION TOURISTIQUE
DEMOGRAPHIE
SURFACE IMPERMEABILISEE
RENDEMENTS ET ILP DES RESEAUX D'EAU POTABLE
Zones Humides
DEMOGRAPHIE AGRICOLE
Stockage

AMONT


Bilan Besoins-Ressources en eau du bassin versant Roubion-Jabron en 2050
IMPACT
Fort
Moyen
Faible
si dépradation
DEMOGRAPHIE
FREQUENTATION TOURISTIQUE
Nb d'UGB / de tête de bétail
Volumes pour l'irrigation
Ressources de substitution
RENDEMENTS ET ILP DES RESEAUX D'EAU POTABLE
Consommation unitaire
CULTURES
DEMOGRAPHIE AGRICOLE
INCERTITUDE
Moyen
Fort


Bilan Besoins-Ressources en eau du bassin versant Roubion-Jabron en 2050
IMPACT
Fort
Moyen
Faible
Superficie Qualité fonctionnelle ZH / milieux aquatiques
ASSOLEMENT (Types de cultures)
FREQUENTATION TOURISTIQUE
RENDEMENTS ET ILP DES RESEAUX D'EAU POTABLE
SUPERFICIE AGRICOLE IRRIGUEE
UNITAIRES EN EAU DES CULTURES
+ végétation
SURFACE IMPERMEABILISEE
DEMOGRAPHIE
rejets d'eaux usées + réseaux unitaires
DEMOGRAPHIE AGRICOLE
INCERTITUDE
Faible
Moyen
Fort

Les principales réflexions des différents sous-groupes sur les différentes variables sont récapitulées dans les tableaux ci-dessous.

Les sept premières lignes correspondent aux variables proposées par BRLi pour débuter la discussion, les suivantes ont été rajoutées par les participants.

Lorsque des contradictions apparaissent dans les contributions des différents groupes, le texte correspondant à l'amont est noté en bleu, et celui correspondant à l'aval en vert.

Variables	Facteurs influençant la variable	Hypothèses d'évolution (tendance)
Besoins en eau des cultures	Changement climatique : augmentation des températures et diminution des précipitations = augmentation des besoins des cultures Limiter l'évapotranspiration par l'agroécologie (ombrage, haies) Stratégie politique agricole (exemple, si augmentation de la production de fruits et légumes locaux, alors augmentation des besoins)	Maintien des assolements actuel : augmentation de +15% des besoins agricoles d'ici 2050, soit + 90 000m3/an prélevés sur les ressources locales.
Démographie	Politiques d'urbanisme et d'accueil de population (documents d'urbanisme, SCoT, PLUi) avec la régulation, le coût des logements, leur typologie Attractivité du territoire (activités économiques, services, cadre de vie, emplois, etc.) Natalité, âge, migration (due au CC) Amont : l'attractivité est fortement liée au paysage	A l'aval, l'augmentation de la population n'est pas encore maîtrisée, l'hypothèse d'évolution envisagée serait le maintien des pôles structurants, avec une tendance à l'augmentation puis à la régulation. La tendance d'évolution du SCOT RBP serait de + 0,9% / an jusqu'en 2050. [0.5 ; 1] %/an Pour la CAM : +7% d'ici 2040 (environ 8 000 habitants en + sur l'agglomération de Montélimar) SCOT Drôme aval : 1,4% par an. Attention à prendre en compte l'objectif ZAN. Pour l'amont, vers une stagnation de la population voire une baisse ?
Fréquentation touristique	Aval : Promotion du territoire (volonté politique locale de la CAM) et attractivité : coûts des hébergements, activités, développement de logements et voies cyclables Saisonnalité et changement climatique (impact de la hausse des température) Amont : Sanctuarisation des secteurs en crise régulièrement, avec des sources qui se tarissent, ie. Éviter le développement du tourisme dans ces secteurs. Capacité d'hébergement, réglementation airbnb	Evolution de la saisonnalité et répartition spatiale avec changement climatique (chaleur). Changement climatique : + de tourisme sur plusieurs saisons. Aval => Hypothèse d'une hausse de fréquentation en // de la hausse de la capacité d'accueil ; Aujourd'hui dynamique de promotion au niveau de la CAM. Amont : pas de volonté d'accroissement, les nuitées augmentent avec un fort impact lors de la période d'étiage de manière incontrôlée. Plutôt une volonté de maîtriser le tourisme, cf. le SCoT Drôme Aval qui limite son expansion à la fois sur la quantité et sur l'étalement.

Variables	Facteurs influençant la variable	Hypothèses d'évolution (tendance)
	Sensibilisation du secteur touristique	
Surface imperméabilisée	*Remarque : sur l'ensemble du PTGE, l'urbanisation concerne une faible partie du territoire, donc les actions de désimperméabilisation auront un impact faible, d'autant plus à l'amont. Les impacts locaux peuvent être intéressants, tout dépend de l'échelle à laquelle on se place.* Urbanisation, infiltration, penser l'urbanisation avec moins d'imperméabilisation. Lien avec la démographie et la densification urbaine Stratégies d'aménagement des collectivités : ZAN Dispositif d'aide de l'agence de l'eau, pour agir de manière volontaire / subvention	ZAN, donc normalement le taux de surface imperméabilisé devrait être stable. Augmentation du nombre d'hectare urbanisés mais diminution du rythme
Performance des réseaux AEP	Coûts (Amont : difficile d'aller chercher les derniers %, les petites communes n'ont pas les moyens de faire plus.) Accompagnements financiers, aides de l'Agence de l'eau Mode de gestion, compétence (régie et syndicats) Réglementations Schémas directeurs AEP	Vrai enjeu sur le maintien des performances pour garder un bilan ressource stable, du moins ne pas le dégrader. Hypothèse d'évolution : maintien des performances actuelles (80%), voir hausse pour les communes avec les rendements les moins élevés
Superficie agricole irriguée	*Remarque : Il vaut mieux parler de volume que de surface irriguée, car si la surface irriguée diminue mais pour des gros volumes, alors il n'y a pas d'économie réalisée.* Volumes prélevables plafonnés, politique agricole (PAT) Pratiques agricoles : pilotage de l'irrigation Assolement (diminution du tournesol et du maïs) Encadrement OUGC	D'après la Chambre d'agriculture, et validation par les autres participants, une hypothèse retenue serait l'augmentation des surfaces irriguées avec un passage à l'irrigation de cultures historiquement pluviales (blé, prairies par exemple) et un étalement. Mais en volume absolu, la quantité prélevée serait identique + prélevé dans le Rhône, mais saturation du SID Surface irrigable a peu de chance de changer, car déjà à saturation sur les réseaux

Variables	Facteurs influençant la variable	Hypothèses d'évolution (tendance)
Démographie agricole	Installation et transmission : Localisation des parcelles, attractivité, prix du foncier, accessibilité et localisation de l'exploitation, typologie de production Accès à l'eau (garder des volumes prélevables pour les nouvelles installations) Age des agriculteurs Difficultés économiques (charges, investissements) Question des filières (rentabilité)	Poursuite des tendances : Les secteurs peu attrayants vont continuer à diminuer Près d'½ des agris vont partir à la retraite prochainement et la taille des exploitations va continuer à augmenter (d'après PLUi CAM : 100 exploitations agricoles d'ici 2040). Mais ces évolutions auront peu d'impact sur la ressource en eau. Plusieurs PAT sur le territoire prennent en main la question de transmission, mais aussi la relocalisation de la production.
Capacité d'infiltration des sols agricoles et naturels	Lien avec les pratiques agricoles, comme la couverture des sols, les haies, les arbres en bordure de champs, le couvert intermédiaire est efficace mais difficile à mettre en place dans le secteur et nécessite parfois une irrigation pour la levée (difficulté de levée à sec). Localisation des zones d'infiltration : Zones d'expansion des crues, lien avec les ZH Travaux hydromorphologiques	PAT, expériences en cours sur l'infiltration
Type d'habitat	Densification des logements : vivre plus nombreux sur une même surface.	
Performance du réseau du SID	Financements	
Restauration des milieux	Financements divers (Taxe GEMAPI, projets européens, aides nationales ou régionales) Documents cadres (type SAGE) et documents d'urbanisme	L'entretien et la restauration des paysages font partis des points d'attractivité du territoire, mais aussi du bon fonctionnement des milieux Le SMBRJ a identifié les problématiques du bassin versant, ils connaissent les tensions et vulnérabilités. Sous réserve de financements, ils ont la volonté de continuer la restauration des milieux pour préserver la quantité et qualité des ressources en eau du territoire.

Variables	Facteurs influençant la variable	Hypothèses d'évolution (tendance)
		Leur niveau d'ambition est conditionné par les financements et l'accès au foncier.
Superficie des zones humides et fonctionnalité	Volonté politique pour des actions de restauration, prise de conscience des élus et de la population Niveau de financement (AERMC notamment) Foncier disponible, compatibilité avec les activités agricoles Acceptabilité sociale Changement climatique	Vers une dégradation et pertes de fonctionnalité des milieux en lien avec le changement climatique, mais de plus en plus de prise de conscience sur ces sujets et une hausse des projets de restauration
Consommation unitaire par habitant	Changement climatique Coût de l'eau, Tarification incitative (exemple Bourdeaux avec une tarification « tourisme » avec un tarif spécifique pour les gîtes, les chambres d'hôte, camping, etc.) Sensibilisation, communication à la population Amont : Appareillage et réduction des capacités des outils domestiques pour diminuer la consommation Type de population : locaux VS. Touristes	Des campagnes de sensibilisation sont en cours depuis 10 ans pour encourager aux économies. On peut s'attendre à une baisse des consommations unitaires. Amont : consommation relativement stable, si des actions de sensibilisation sont menées, les potentielles économies compenseraient l'augmentation due au changement climatique.
Techniques d'irrigation	Pilotage de l'irrigation, irrigation de précision,	Fort impact sur les besoins agricoles du territoire, mais peu sur la ressource locale
Volume stocké sur le territoire **Ressources de substitution**	Réglementation : où, comment, dimensionnement, évapotranspiration ? Règles de répartition Réglementation sur la construction de stockage des eaux du pluie (via toitures par exemple) pour toutes les exploitations, nouvelles constructions, destiné à arrosage du jardin, piscine Disponibilité du foncier Financements, aides Agence de l'Eau	Les retenues sont au centre de nombreuses réflexions, avec beaucoup de projets, mais peu qui aboutissent (pb réglementaires, financiers, foncier, sociétal). L'hypothèse du développement de stockage, s'il y a une réflexion globale sur le département, est envisageable.

Variables	Facteurs influençant la variable	Hypothèses d'évolution (tendance)
	Acceptabilité sociale *Remarque Amont : importance de la connaissance des milieux, on a pu observer des effets cascades négatifs des barrages sur la qualité de l'eau, la thermie, les populations.*	
Nombre d'UGB ou tête par exploitation	Stratégie filière locale, Prédation Acceptabilité sociale	En diminution Notamment baisse du bovin lait sur l'amont, mais récemment vers un retour du bovin allaitant
Assolement	Filières et débouchés économiques, rentabilité Pratiques agricoles Changement climatique, sécheresses, Disponibilité des ressources en eau, ou pas, (volumes prélevables)	Diminution du maïs, hausse de la pomme de terre, plantation de vergers (poursuite des tendances) Attention, surproduction de PPAM Augmentation du maraîchage plein champs sur de petites surfaces (ail, cultures d'hiver). Fermeture des milieux en lien avec la diminution des prairies et la baisse de l'élevage ?

.

20/

Annexe 1. Liste de présence

NOM	Prénom	Structure	Présence
MORINAY	Antoine	ADAF	X
DUBREUIL	Colin	AERMC	X
RASPAIL	Loïc	CCDB	X
SIMIAN	Fabienne	CCDB	X
HARMEGNIES	Christelle	CCDB	X
MONTEGU	Damien	CCDSP	X
CHEVALIER	Elise	CCVD	Excusée
FREY	Sara	CCVD	X
GILLES	Daniel	CD 26	Excusé
LESAFFRE	Nathalie	CD 26	Excusée
DUBOCS	François	Chambre d'Agriculture 26	X
MOMMEE	Thierry	Chambre d'Agriculture 26	X
RAYMOND	Vincent	CEN	X
REYNAUD	Philippe	Commune de Bouvières	X
VIRET	Régis	Commune de Saou	X
MOULINS-DAUVILLIERS	Geneviève	Commune de Soyans	X
WILD	Aurélie	DDT	X
MONNIER	Yann	Fédération de Pêche de la Drôme	X
ICARD	Hervé	Montélimar Agglo	X
LATUNE	Julie	Montélimar Agglo	X
ACHARD	Olivier	Montélimar Agglo	X
BRUNEL	Virginie	Montélimar Agglo	Excusée
COURBIS	Yves	Montélimar Agglo	Excusé
DESPLANCHES	Mathilde	OUGC 26	Excusée
ROLANDEAU	Mathilde	SCoT RPB	X
ROSSI	Cécile	SCOT VDA	X
JOUFFRE	Philippe	SIEBRC	X
ARMAND	Geneviève	SIEHR	X
MOUCHIROUD	Valérie	SIEHR	X
LOISEAU	Éric	SMBRJ	X
CHANTREAU	Damien	SMBRJ	X
PALLUEL	Robert	SMBRJ	X